

Les liens restent forts avec les États-Unis, selon Manley
Page A 3



Un contrat de huit milliards pour moderniser le métro de Londres
Page B 1

www.ledavoir.com

LE DEVOIR

VOL. XCIV N° 76

LE MARDI 8 AVRIL 2003

87c + TAXES = 1\$

Les Américains au cœur de Bagdad

■ Trois palais de Hussein auraient été pris ■ Les Britanniques contrôlèrent Bassora

D'APRÈS L'AGENCE FRANCE-PRESSE

Bagdad — Les Américains ont pénétré hier au cœur de Bagdad, affirmant s'être emparés de trois palais présidentiels, symboles du pouvoir, alors que la capitale irakienne était le théâtre de combats meurtriers au 19^e jour de la guerre.

Si la bataille de Bagdad est bien engagée, le Pentagone a tout de même tenu à préciser que la victoire totale en Irak prendrait du temps.

Une bombe larguée par un chasseur bombardier au cours d'un raid a tué 14 personnes, dont neuf personnes d'une même famille, selon un bilan obtenu par l'AFP auprès de témoins. Deux soldats américains et deux journalistes espagnol et allemand ont également trouvé la mort dans la ville.

Le Commandement central américain (Centcom) au Qatar a indiqué hier soir dans un communiqué qu'il «enquêtait» sur le bombardement sur le centre de Bagdad.

VOIR PAGE A 8: BAGDAD

Appui à l'appel au djihad

Un imam d'Ottawa crée une tempête

MANON CORNELIER
DE NOTRE BUREAU D'OTTAWA

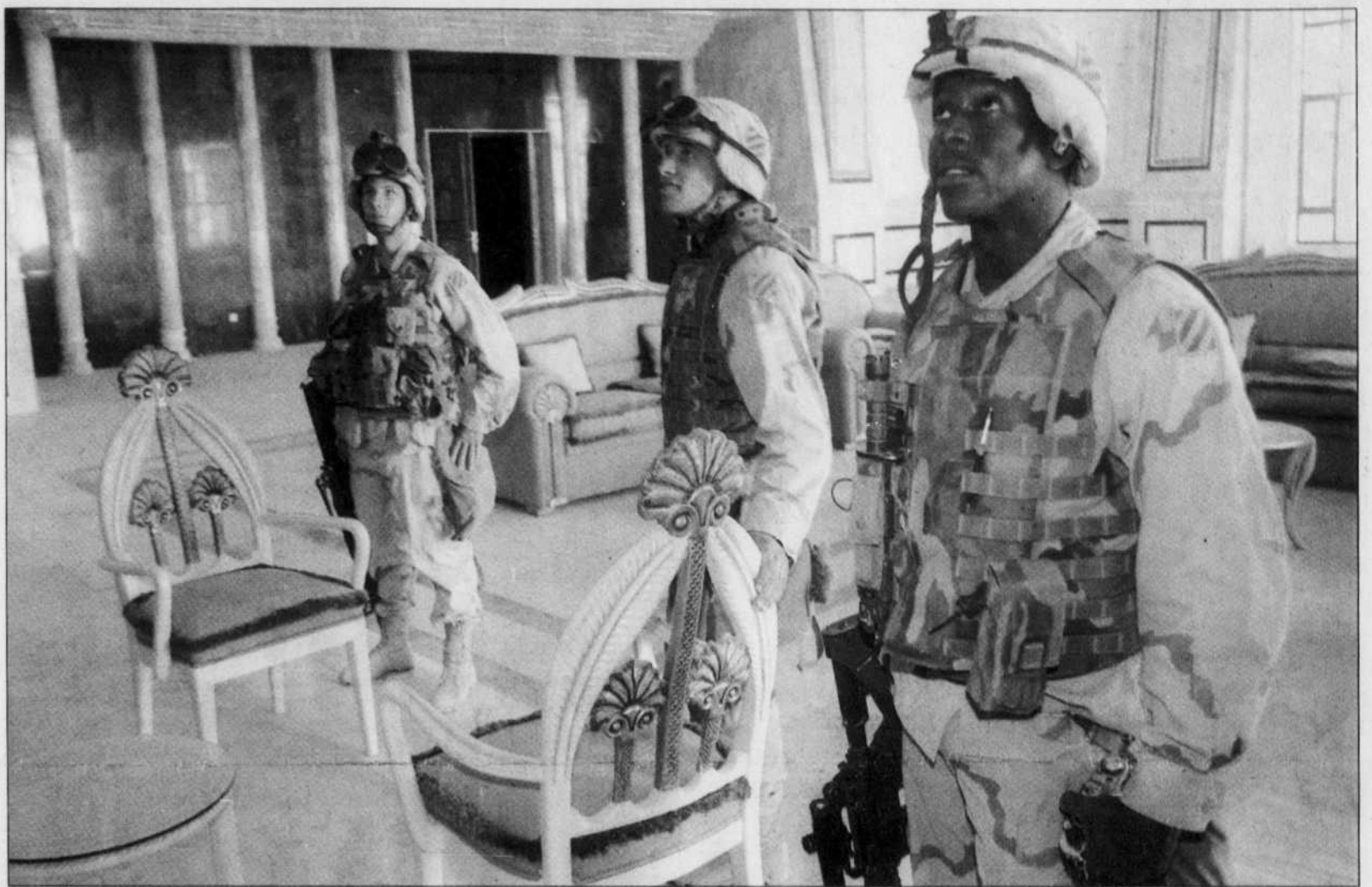
L'imam de la mosquée d'Ottawa s'est retrouvé dans la tourmente hier, après avoir appuyé l'appel au djihad, lancé par Saddam Hussein et plusieurs leaders religieux d'Irak et du Moyen-Orient, contre les Américains actuellement en territoire irakien.

L'imam Gamal Solaiman a déclaré, dimanche, sur les ondes du réseau Global, qu'il appuyait cet appel à la «guerre sainte», mais s'opposait aux attentats suicide. «Je n'approuve pas les attentats suicide. J'approuve le droit des gens de défendre l'intégrité de leur pays», a-t-il dit.

En entrevue au CanWest News Service, auquel appartient Global, il a ensuite insisté: «Tous les Américains ne sont pas contre les Arabes. Il ne s'agit pas d'aller de l'avant et de tuer des Américains. Mais si les Américains viennent chez vous pour vous tuer, alors oui,

VOIR PAGE A 8: IMAM

■ Autres textes en page A 5



Des militaires américains, dont l'un avait pris soin d'apporter son appareil-photo, admiraient hier une salle d'un palais présidentiel situé près de l'aéroport international de Bagdad. Les forces américaines affirment avoir pris trois palais de Saddam Hussein dans la capitale.

ÉTATS-UNIS

S'afficher pour la paix et risquer un procès

FABIEN DEGLISE
LE DEVOIR

Au pays de George Walker Bush, on ne badine pas avec l'effort de guerre. Stephen Downs, un avocat à la retraite de Selkirk, dans l'État de New York, l'a appris à ses dépens début mars. Arrêté par des agents de sécurité d'un centre commercial de Gunderland dans la banlieue d'Albany, menotté par

la police, l'homme de 61 ans a passé deux heures en détention au poste de cette paisible municipalité américaine. Son crime? Avoir adopté un «comportement offensant» en affichant son opposition à la guerre... sur son t-shirt.

«Depuis ce jour, nous sommes la risée du monde, a commenté hier au Devoir Donna Lieberman, directrice de la New York Civil Liberties Union (NYCLU) jointe au téléphone à son bureau new-yorkais. Actuel-

lement, aux États-Unis, la liberté d'expression est à un niveau critique. L'affaire Downs, bien qu'étant un cas isolé pour le moment, en est un très bel exemple.»

Critique à un point tel que la NYCLU a lancé la semaine dernière une campagne pour dénoncer cette atteinte au droit de parole devant le centre commercial incriminé. Au programme: des affiches ironiques

VOIR PAGE A 8: PAIX



Charest promet une «bataille en règle» contre le déséquilibre fiscal

Bernard Landry met la souveraineté en avant

La chronique de Michel David: Entre transfuges

■ À lire en pages A 3 et A 4

INDEX

Annonces.....	B 5	Idées.....	A 7
Avis publics..	B 4	Météo.....	B 4
Bourse.....	B 2	Monde.....	A 5
Culture.....	B 8	Mots croisés..	B 4
Économie.....	B 1	Sports.....	B 6
Éditorial.....	A 6	Télévision.....	B 7

CINÉMA

Mélodies géorgiennes

Le cinéaste Otar Iosseliani à Montréal

Les admirateurs du grand cinéaste géorgien Otar Iosseliani ne jurent que par l'humour, la tendresse, la finesse de ses films subtils et langoureux. Les autres auront bientôt pleine occasion de le découvrir. Du 9 au 24 avril, la Cinémathèque lui consacre une rétrospective. Le 18 avril, son dernier film, *Lundi matin* (une pure merveille!), prend l'affiche à Ex-Centris. Et ces jours-ci, le réalisateur arpente les rues de Montréal...

ODILE TREMBLAY
LE DEVOIR

On dirait un personnage peint par El Greco, le comte d'Orgaz, par exemple, avec dans les traits quelque chose d'altier, d'aristocratique et d'un peu tragique. À la distribution de ses propres films, Otar Iosseliani, le grand cinéaste géorgien, s'offre parfois des rôles de nobles sur le retour. Dans *Lundi matin*, il campe un marquis italien qui frime en laissant croire au faste de sa vie; dans *La Chasse aux papillons*, le voici fantôme d'aristo en une noble volière cramponnée au passé.

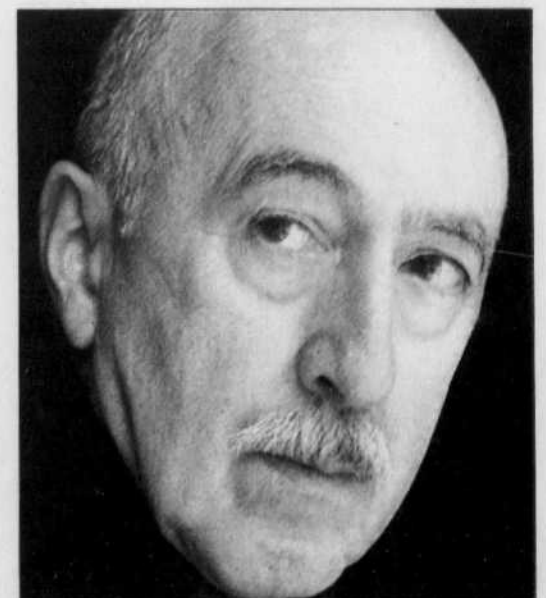
Géorgien, soit (il est né à Tbilissi en 1934) mais vivant à Paris depuis plus de vingt ans, Iosseliani vous dira que la France est cousine de la Géorgie. «Les deux cultures se ressemblent, la Méditerranée

leur baigne les pieds. Mais la Géorgie a toujours été un monde quand même à part. Avec trois millions d'habitants, on conserve notre langue, notre propre alphabet.»

Sa dégaîne de noble ruiné trahit ses origines. «Je viens d'une vieille famille géorgienne, admet-il, mais sous le régime soviétique, pouvait-on parler d'aristocratie?» Qu'importe?

Certains le comparent à Tati, pour l'humour, ou à René Clair pour la poésie. Son style évoque aussi un peu celui du Grec Angelopoulos, pour la patiente observation des êtres. On ne peut passer à côté du cinéaste géorgien ces jours-ci. Non seulement la Cinémathèque lui consacre-t-elle une rétrospective du 9 au 24 avril, mais son dernier film, le merveilleux *Lundi matin*, prendra l'affiche à Ex-Centris le 18 du même mois.

VOIR PAGE A 8: MÉLODIES



Otar Iosseliani

JACQUES GRENIER LE DEVOIR

UNE REVUE D'IDÉES AU CARREFOUR DE L'ACTION ET DE LA THÉORIE

les cahiers
DU 27 JUIN

DISPONIBLE EN LIBRAIRIE (6,25\$ l'unité)

abonnement: cahiersdu27juin.org

ÉDITORIAL
La signature des Cahiers du 27 juin

DOSSIERS
Retrouver le sens du politique
Pensée et pratiques écologiques

DIALOGUES AVEC
Charles Taylor
Céline Saint-Pierre

DÉMARCHES ARTISTIQUES
CONTEMPORAINES
Agir socialement pour le paysage
Les œuvres de Jean-Pierre Aubé

Du circuit de Mosport au fameux Nürburgring en Allemagne, en passant par le California Speedway, la IS 300 conquiert bien des cœurs (et affiche des temps records) depuis son lancement, il y a à peine quelques années. Et aujourd'hui, nous vous présentons la toute nouvelle IS 300 SportDesign, dotée de roues en alliage de 17 po, d'un différentiel à glissement limité et d'un aileron arrière. Appuyez sur la pédale en aluminium perforé et vous bondirez de 0 à 60 mi/h en seulement 6.8 secondes. Voilà de bons moments en perspective, n'est-ce pas ? Passez vite faire un essai routier chez le concessionnaire Lexus le plus proche. Pour contacter un concessionnaire Lexus ou en savoir plus : 1 800 26-LEXUS • www.lexus.ca

LA LEXUS IS 300 SPORTDESIGN, À PARTIR DE 39 075 \$*

À LA CONQUÊTE DE LA PERFECTION.  LEXUS

**ELLE A LA COURSE DANS LE SANG.
C'EST INDISPUTABLE.**



L A L E X U S I S 3 0 0 S P O R T D E S I G N

*PDSF de la Lexus IS 300 SPORTDESIGN 2003. Frais de transport, de préparation, d'immatriculation et taxes en vigueur en sus. Le véhicule n'est pas identique à celui qui est montré.

LE DEVOIR

LA GUERRE EN IRAK

Dans le sous-sol de Bagdad

Un réseau de bunkers qui nourrit les fantasmes

MARC SEMO
LIBÉRATION

Le sous-sol de la capitale irakienne est truffé de bunkers, régulièrement visés par les frappes américano-britanniques, d'où Saddam Hussein continue peut-être d'animer la résistance de ses fidèles. Certains sont connus, comme celui qui s'étend sous le grand palais présidentiel de la rive gauche du Tigre. Édifié en 1984 par une entreprise allemande, cet abri de 1800 m² a été conçu pour résister à l'explosion d'une bombe nucléaire équivalente à celle d'Hiroshima, affirme Karl Esser, un des maîtres d'œuvre du projet.

Sur son site (Karl-esser.de) Esser qui travaille désormais pour la société Sheltek, montre quatre photos dont l'une de la salle de commandement et l'autre de la chambre à coucher du raïs irakien.

Selon les témoignages de certains ingénieurs rapportés par la presse d'outre-Rhin, cet abri profondément enterré est prévu pour héberger 120 personnes. Il serait luxueusement aménagé avec force dorures pour les décorations. Deux longs tunnels permettraient d'évacuer les lieux. L'abri a été construit pendant la guerre irano-irakienne alors que «la guerre des villes» faisait rage entre Téhéran et Bagdad à coups de missiles Scud.

Saddam Hussein aurait manifesté de l'intérêt pour les bunkers en 1976 lors d'une visite dans la Yougoslavie de Tito, qui disposait de plusieurs bunkers enfouis, notamment dans les montagnes bosniaques, à même de résister aux bombes nucléaires russes ou américaines. Des ingénieurs de l'armée yougoslave furent mis à contribution ainsi que d'autres de l'ex-RDA

pour édifier le système de défense souterraine du régime baasiste. Méfiant et prévoyant, Saddam Hussein décida de diversifier les constructeurs, afin qu'aucun d'eux ne puisse connaître l'ensemble du dispositif. Il fit appel à des experts soviétiques, mais aussi des sociétés allemandes ou suisses, fortes de la grande expérience helvétique en matière d'abris anti-atomiques.

Comme Tora-Bora?

L'une d'elles, basée à Zurich, a été chargée au début des années 80 de la conception du bunker destiné à abriter le commandement de l'armée irakienne.

«Saddam Hussein a créé un réseau souterrain où il peut survivre des mois», affirmait-il y a une semaine un officiel américain à l'hebdomadaire *Newsweek*. Ce système de bunkers et de galeries s'étendrait sous la capitale irakienne. Il nourrit tous les fantasmes d'autant que son ampleur reste inconnue. Certains experts, sur la foi de témoignages d'anciens du KGB, estiment que Bagdad disposerait dans son sous-sol de kilomètres de tunnels aménagés permettant y compris le passage de matériel motorisé, comme cela était le cas à Moscou.

D'autres sont plus sceptiques. Pendant la guerre en Afghanistan de nombreux journaux avaient publié des dessins sur le supposé bunker quatre étoiles de Ben Laden creusé dans les montagnes de Tora-Bora qui finalement s'est révélé être de simples grottes. Les inspecteurs de l'ONU qui ont visité plusieurs des nombreux palais de Saddam Hussein n'ont pas découvert les «planques» enterrées du dictateur, tout en reconnaissant que «ne pas en avoir trouvé ne signifie pas qu'elles n'existent pas».

Kofi Annan reprend le bâton du pèlerin

REUTERS

New York — Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, se rendra cette semaine en Grande-Bretagne, en France, en Allemagne et en Russie pour déterminer si une position commune peut s'esquisser entre les membres du Conseil de sécurité sur un rôle politique des Nations unies dans l'Irak d'après-guerre, a annoncé l'ONU.

Paris, Berlin et Moscou veulent voir l'ONU jouer un rôle central dans la reconstruction de l'Irak. Le premier ministre britannique Tony Blair a préconisé un rôle politique important pour l'organisation. Mais l'administration Bush donne la priorité aux États-Unis et à ses partenaires militaires.

Fred Eckhardt, porte-parole de l'ONU, a déclaré qu'Annan partirait

demain pour l'Europe afin de voir si un consensus est possible. Il rencontrera Blair un jour après ses entretiens en Ulster avec le président George W. Bush, puis le président français Jacques Chirac, le chancelier allemand Gerhard Schröder et le président russe Vladimir Poutine.

À Belfast, où il accompagne Bush, le secrétaire d'État américain Colin Powell a estimé hier qu'il n'y avait «pas autant de discussion et de désaccord à ce sujet qu'on peut le lire dans les journaux». Il a ajouté qu'il y aurait «un rôle de partenaire pour les Nations unies dans ce processus».

Annan a par ailleurs annoncé hier qu'il nommait le Pakistanais Rafaeuddin Ahmed comme son conseiller spécial sur l'Irak. Ahmed est un ancien administrateur adjoint du Programme des Nations unies pour le développement.

Il n'y aura pas de tribunal international

AGENCE FRANCE-PRESSE

Washington — Les autorités américaines envisagent de juger les criminels de guerre ou les dirigeants irakiens, y compris Saddam Hussein, devant des tribunaux américains ou ceux du futur régime irakien, sans avoir recours aux juridictions internationales, ont annoncé hier des responsables américains.

Ces derniers ont précisé à Washington que le plan américain prévoyait de confier à des tribunaux américains les crimes de guerre commis durant le

conflit en cours en Irak, tandis que des tribunaux irakiens prendraient en charge les crimes de guerre antérieurs.

«Nous sommes d'avis [que le recours à] un tribunal international pour les crimes actuels n'est pas nécessaire», a déclaré à la presse l'ambassadeur américain itinérant chargé des crimes de guerre, Pierre Richard Prosper.

Les États-Unis travaillent avec des juristes irakiens en exil pour mettre au point «un processus judiciaire irakien» pour juger les dirigeants du régime pour leurs crimes passés, a-t-il ajouté.

Lourdes peines pour les dissidents cubains

REUTERS

La Havane — Des peines de quinze à 25 ans de prison ont été infligées hier à sept dissidents cubains accusés de s'opposer au président Fidel Castro, dont le gouvernement communiste a engagé sa répression la plus dure depuis des décennies contre les milieux dissidents.

Soixante et onze autres personnes font aussi l'objet d'inculpations, mais leurs procès ne sont pas terminés.

Le Tribunal de la province de La Havane a reconnu les sept condamnés coupables de «collaboration avec une puissance étrangère en vue de déstabiliser le gouvernement».

Malgré les lourdes sentences prononcées, le tribunal n'a pas prononcé comme le réclamait l'accu-

sation des peines de réclusion à perpétuité contre l'opposant Hector Palacios et Ricardo Gonzalez, rédacteur en chef de l'unique revue dissidente cubaine, ont rapporté leurs épouses. Palacios a été condamné à 25 ans de prison et Gonzalez à 20 ans.

L'écrivain, poète et journaliste d'opposition cubain le plus connu, Raul Rivero, 57 ans, a écopé d'une peine de 20 ans. «C'est totalement arbitraire pour un homme dont le seul crime est d'écrire ce qu'il pense», a déclaré sa femme Blanca Reyes aux journalistes après le verdict prononcé à huis clos.

Les autres personnes condamnées sont l'économiste Oscar Espinosa Chepe, qui s'est vu infliger une peine de 20 ans de prison, Hector Maseda (20 ans), Osvaldo Alfonso (18 ans) et Marcelo Lopez (15 ans).

Ahmad Chalabi se veut représentatif d'un nouvel Irak

Le «poulain» du Pentagone a un sens aigu de la médiatisation

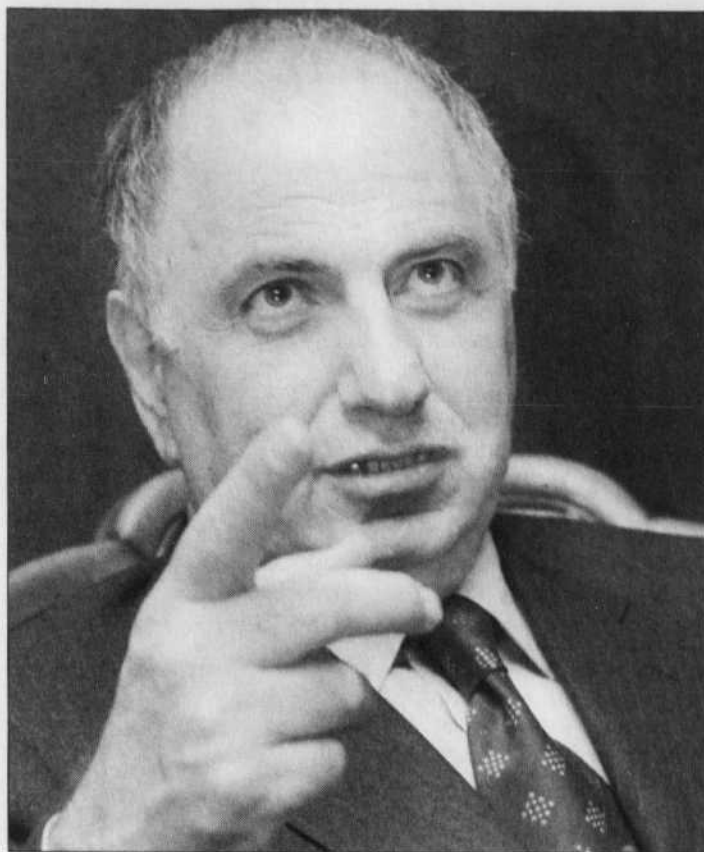
MOUNA NAÏM
LE MONDE

Il a été le «candidat idéal pour présenter, au-delà des enjeux politiques intérieurs américains, une opposition irakienne instrumentalisée par Washington», dit de lui Pierre-Jean Luizard, dans *La Question irakienne* (Editions Fayard). Et c'est précisément à cette «valeur ajoutée» apportée par les États-Unis qu'Ahmad Chalabi doit sa notoriété.

Illustre inconnu en politique jusqu'à l'invasion du Koweït par les armées de Saddam Hussein en août 1990, Ahmad Chalabi a réussi, grâce à une bonne intuition des intérêts américains, à un certain art de la persuasion et à un sens aigu de la médiatisation, à s'imposer comme une figure de proue de l'opposition irakienne en exil.

Rien pourtant ne l'y prédestinait. Descendant d'une riche famille chiite, Ahmad Chalabi, 54 ans, n'a jamais bénéficié d'aucune assise politique en Irak. Banquier de profession, il a toujours eu des relations complexes avec l'argent: condamné par contumace à 22 ans de prison au début des années 1980 en Jordanie pour fraude bancaire et détournement de fonds, il fut à nouveau l'objet de suspicions vers le milieu des années 1990, à propos de l'utilisation des fonds fournis par l'Agence centrale américaine du renseignement (CIA) au Congrès national irakien (CNI); et, il y a quelques mois encore, sa bonne foi semblait mise en doute quant à l'usage qu'il aurait fait de près de la moitié des 4,3 millions de dollars d'une nouvelle aide financière américaine accordée à ce même CNI, une coalition d'opposants créée en 1992 à l'instigation des États-Unis et dont il se veut un personnage central.

Ahmad Chalabi ne manque pas de souffle, aux sens propre et figuré. C'est lui qui, en avril 1991, après



ARCHIVES LE DEVOIR

De nouveau le vent en poupe.

la répression des soulèvements kurde et chiite par l'armée irakienne, prend contact avec Washington pour proposer une collaboration contre le régime de Saddam Hussein. Il trouve une oreille attentive auprès de sénateurs républicains tels que Trent Lott, Jesse Helms ou encore Richard Perle. Il intéresse également la CIA, et le lobby juif qui organise pour lui une visite en Israël. Le temps pour lui ne restera cependant pas au beau fixe.

Dans leur ouvrage *L'Enigme Saddam Hussein* (Editions First, 1999),

Andrew et Patrick Cockburn racontent avec un luxe de détails puisés aux meilleures sources, américaines surtout, l'histoire mouvementée des relations d'Ahmad Chalabi — selon eux, carrément recruté par la CIA dès 1991 — et du CNI avec les différents centres de décision à Washington.

La rupture avec la CIA, le Pentagone et le département d'État remonte au milieu des années 1990, Ahmad Chalabi se voyant refuser tout soutien à deux projets de renversement du régime de Saddam

Hussein. Car, de l'avis de tous les spécialistes, à aucun moment Washington n'a envisagé de confier une telle tâche au CNI et à l'opposition en exil. Les Américains comptaient pour ce faire sur un soubresaut intérieur, une révolution de palais, ou un coup d'État d'officiers supérieurs décidés à en découdre.

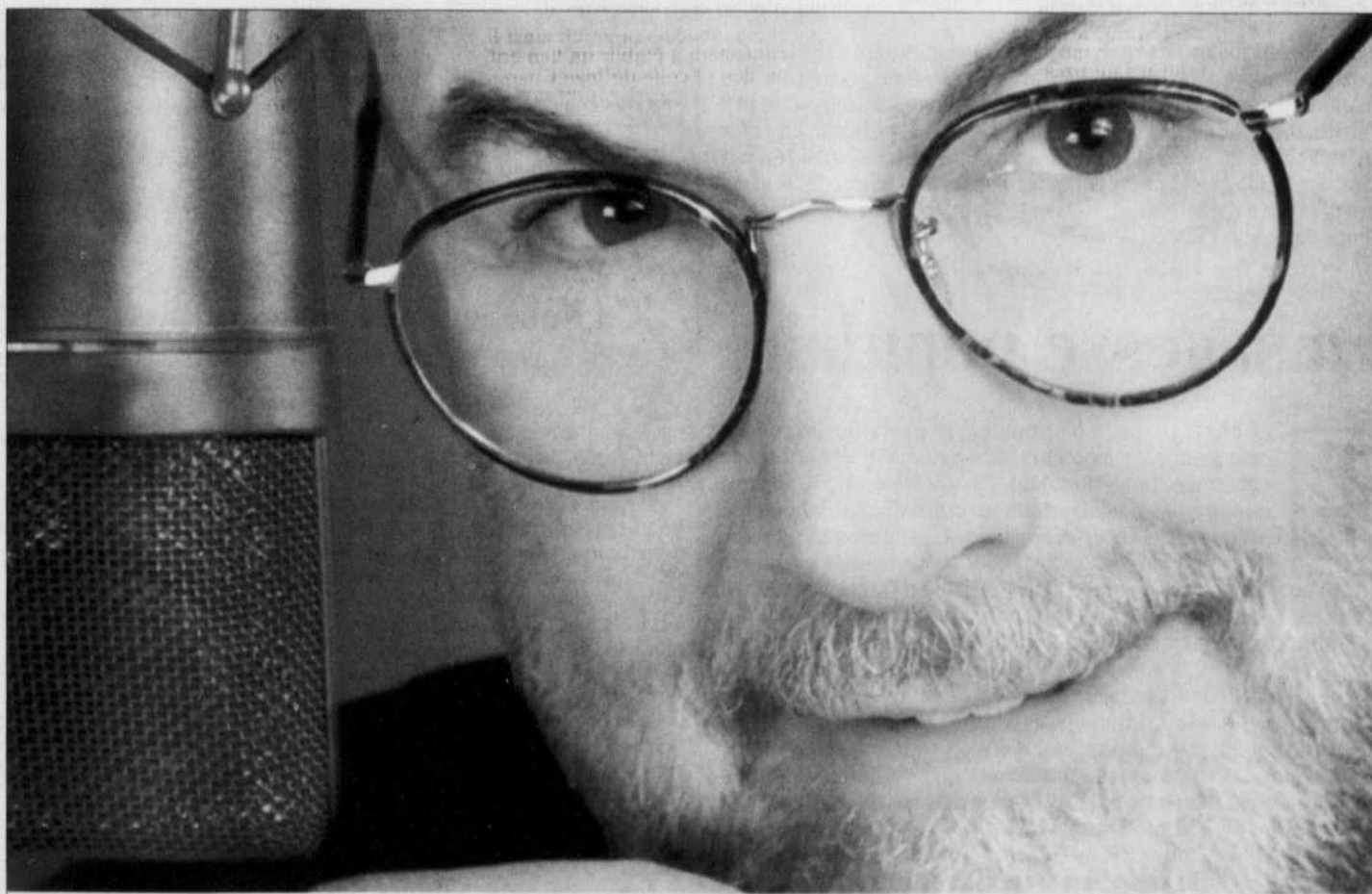
Le plan «des deux villes»

Malgré le veto américain, Ahmad Chalabi décide de passer à l'acte et lance, en 1996, son plan dit «des deux villes». Il s'agissait de lancer des attaques contre les unités de l'armée stationnées à Kirkouk et Mossoul dans le nord de l'Irak. L'attaque, menée essentiellement par des combattants kurdes, fut un désastre. Elle acheva de discréditer Ahmad Chalabi aux yeux d'une CIA qui entretenait déjà un autre «poulain», plus fiable selon elle: Ayad Al-laoui, chef du mouvement dit de l'Entente nationale irakienne.

Depuis l'avènement de l'administration Bush, résolue à en finir avec Saddam Hussein, Ahmad Chalabi a de nouveau le vent en poupe alors même que le département d'État et la CIA le tiennent toujours dans une certaine défiance. Richard Perle l'aurait introduit auprès de «faucons» du Pentagone, singulièrement le secrétaire adjoint à la défense Paul Wolfowitz, et Ahmad Chalabi joue des divergences internes à l'administration américaine.

Côté irakien, la plupart des formations historiques de l'opposition ont pris leurs distances avec lui et n'hésitent pas, en privé, à le critiquer avec virulence. Lui-même le leur rend bien, et se veut représentatif d'un nouvel Irak, d'esprits libres et indépendants par opposition aux partis qu'il juge «ossifiés».

Mais aucune des deux parties ne peut s'offrir le luxe d'une rupture, face à un ennemi commun et alors que les États-Unis mènent la danse.



RENÉ HOMIER-ROY

Votre premier contact avec l'information

5h en semaine
Réalisation : Stéphane Tremblay
www.radio-canada.ca/bienmeilleur

95.1 FM
Première Chaîne
Radio-Canada

IDÉES

Charest comparé à Godbout

C'est du côté de Duplessis que logeait l'aplaventrisme

BERNARD AMYOT
Montréal

Lors du débat des chefs, Bernard Landry a comparé Jean Charest au premier ministre libéral Adélard Godbout (1939-44), en insinuant tout à fait injustement qu'il représentait la plus basse forme de faiblesse politique dans l'histoire du Québec. Or, de tels propos, prononcés avec le mépris pontificateur dont seul le président du Parti québécois a le secret, dénotent non seulement une hargne qui n'a pas sa place, mais surtout une lecture historique fort inquiétante pour un homme public de son importance.

En effet, on ne profère pas de telles accusations sans réfléchir. C'est difficilement une affirmation qui s'improvise. Or, celle-ci n'a fait l'objet d'aucune question de la part des journalistes dans les jours qui ont suivi. Pourtant, elle est tout à fait injustifiable historiquement à moins de faire l'apologie du rival de Godbout, Maurice Duplessis, à qui les péquistes, René Lévesque en tête, ont érigé une statue sur la colline parlementaire à Québec dans les années 80. Le choix entre Godbout et Duplessis est pourtant très facile.

Période difficile

Godbout gouverna le Québec entre les deux règnes de Duplessis, pendant la période difficile de la Seconde Guerre mondiale. Il est à l'origine de l'octroi du droit de vote aux femmes dans la province de Québec. Il est le fondateur d'Hydro-Québec. On lui doit l'instruction publique obligatoire. Il a favorisé la promotion des Canadiens-français en les encourageant à étudier le commerce et la finance.

Il a permis la création du régime d'assurance chômage canadien alors que les provinces n'avaient ni le désir ni les moyens de le mettre sur pied. Duplessis s'y était opposé non pas tant au nom de l'autonomie provinciale que parce qu'il détestait de telles mesures progressistes. Godbout a également encouragé une Fonction publique propre et au service des citoyens.

Pendant ce temps, Duplessis, le clergé et l'intelligentsia locale prônaient un nationalisme étroit et un isolationnisme redoutable qui, contrairement à ce que laisse entendre Monsieur Landry, ne rendait pas le Québec plus fort, mais le faisait plutôt stagner, si ce n'est reculer, sauf pour la rhétorique creuse évidente.

Les positions rétrogrades du duplessisme devaient d'ailleurs confiner le Québec à un retard qu'il ne pourra presque jamais vraiment rattraper, en dépit des bonds prodigieux que Georges-Émile Lapalme et Jean Lesage, les successeurs de Godbout à la tête du Parti libéral du Québec, allaient lui permettre d'effectuer après la mort de Duplessis.

En dépit de ce que semble encore penser Bernard Landry, c'est bel et bien Duplessis, et non Godbout, qui était inféodé. C'est Duplessis qui plaçait le repli



Maurice Duplessis, à gauche, et Adélard Godbout, à droite.



ARCHIVES LE DEVOIR

sur soi et la soumission à l'Église, faisant en sorte de maintenir les Canadiens-français hors des universités, des affaires et de la culture. C'est Duplessis qui vivait à plat ventre dans le sillon du Famille-travail-patrie pétaïniste de l'époque.

En juin 1940, Mackenzie-King et Godbout ont appuyé Churchill, De Gaulle et la France libre avec courage et détermination. L'immense majorité des nationalistes québécois de l'époque n'ont adopté De Gaulle que lors d'un certain jour de juillet 1967.

Aujourd'hui, malheureusement, l'hypothèque duplessiste semble encore peser et l'on continue injus-

tement d'injurier la mémoire de Godbout. Il est consternant de penser que Bernard Landry et ses conseillers semblent toujours, soixante ans plus tard, dénigrer leurs adversaires à la manière de Duplessis. Monsieur Landry ne semble pas non plus avoir oublié certaines des façons de gouverner de ce dernier.

Dans les circonstances, comptons que les Québécois de 2003 ne donneront pas au gouvernement usé de Bernard Landry, toujours obsédé par sa vieille idéologie désuète de pseudo-libération, trois mandats successifs comme Duplessis les aurait aimés. Il est temps que ça change. Le choix est simple.

Le vieux cygne

SIMONE LANDRY
Professeure retraitée
UQAM

«Le vieux cygne n'arrive plus à garder son rang sur l'eau. Il ne lutte plus. Des apparences de lutte seulement.»

Henri Michaux

Souventes fois ce sont les poètes qui nous aident le mieux à comprendre la vie. Et la vieillesse fait partie de la vie. La vieillesse, avec son cortège de renoncements. Dans nos sociétés, le passage est d'autant plus difficile que c'est d'abord leur identité sociale qui fonde la valeur des êtres humains aux yeux des autres, bien sûr, mais à leurs propres yeux aussi, ce qui est plus grave.

Passé le moment de la retraite ou du retrait, ceux et celles qui se sont avant tout définis par leur rôle dans le monde du travail, dans la hiérarchie sociale, sur la place publique, se retrouvent devant un vide, une perte d'identité fort difficile à assumer. Le passage exige un nouveau regard sur soi-même. Il requiert aussi une très grande humilité. Car à ce moment crucial de transition, on joint tout à coup, au sens propre, et souvent sans la moindre préparation, le rang du commun des mortels.

On peut sombrer, alors, dans la dépression. On peut regarder lucidement les choses, reconnaître que l'on est maintenant sur l'autre versant de la montagne, se dessiner de nouveaux projets, préparer son grand et son très grand âge. On peut aussi être tenté de s'accrocher, de faire comme si rien n'avait changé. On peut jouer les vieux cygnes et retourner sur la place publique, en s'imaginant maîtriser encore le centre de l'agora...

Jacques Parizeau a connu ses heures de gloire sur notre scène politique. Il les a assumées avec une faconde et une flamboyance pouvant certes aller jusqu'à l'arrogance. Et puis il a commis, en 1995, cette erreur du soir du référendum, après laquelle la seule issue possible était la démission de son poste de premier ministre du Québec. Depuis lors, il y a de temps en temps d'une sortie fulgurante de partisan «dur et dur» de l'indépendance. D'aucuns s'ébrouent un peu, d'autres font les gorges chaudes, et puis Monsieur Parizeau retourne dans son vignoble et les choses se calment.

Le mauvais soir

Il avait décidé de revenir sur la scène politique pour apporter son appui à Bernard Landry dans l'actuelle campagne électorale. L'auditoire choisi pour lui (par lui?) fut celui des cégépes. Mais l'os de sa sortie au soir du référendum lui était de toute évidence resté en travers de la gorge: il a voulu s'en expliquer devant les étudiants de Shawinigan, ressasser une fois de plus cette vieille histoire qui n'est pas à sa gloire.

Qui plus est, il a choisi — mais a-t-il vraiment choisi? — le jour même du débat des chefs pour ce faire. Et celui dont tout le monde vante les qualités de *debater*, Jean Charest, a bondi sur l'os recraché par Monsieur Parizeau pour le jeter tout de suite, en plein débat, entre les pattes de Bernard Landry... Le lendemain, le vieux cygne demandait à Jean Charest de s'excuser pour avoir déformé ses propos. Les propos de Parizeau, Charest les a bel et bien déformés, mais quand on fait feu de tout bois... En guise d'excuses, d'ailleurs, Charest devrait bien envoyer à Parizeau une gerbe de fleurs et une bouteille de vin, avec ses remerciements chaleureux pour cet ensemble enveloppé dans une peau de banane.

Et le vieux cygne, lui... Il a quitté la scène, blessé dans sa vulnérabilité de vieil homme. Il sait pourtant que le jeu politique est sans pitié. Mais sait-il qu'il vient un temps où les vieux cygnes ne peuvent plus garder leur rang sur l'eau? On se prend à espérer pour lui qu'il saura maintenant le reconnaître, qu'il acceptera de passer le flambeau pour de bon, en toute sérénité. Il faut savoir quitter la table quand les lauriers sont desservis, pourrait lui chanter Aznavour.

N.D.L.R.
La chronique de Jean-Paul Brodeur sera de retour le 21 avril prochain.

Élections: trois questions sur le patrimoine

DINU BUMBARU
Directeur des programmes -
Héritage Montréal
Pour le Comité Patrimoine et
Aménagement

Au pays du «Je me souviens», la campagne électorale 2003 rappelle le peu d'attention accordée à ce patrimoine qui apporte identité à nos lieux de vie et de création, et reste l'expression première et durable de la diversité culturelle. Faute de politique nationale ou de vision cohérente de son développement, le Québec démolit ses églises, se banalise, perd la mémoire et disparaît. Pourra-t-il compter sur le futur gouvernement pour assumer, dans toutes les régions comme à Montréal, sa responsabilité de protection et mise en valeur? Trois rappels:

La politique québécoise du patrimoine?

Depuis près de 30 ans, les ministres promettent de doter le Québec d'une politique du patrimoine à l'instar de tant d'autres gouvernements modernes. Alors que le gouvernement du Canada en retard sur ses devoirs internationaux, réfléchit à la sienne et que la Ville de Montréal, suite au Sommet de Montréal qui reconstruit la Déclaration québécoise du patrimoine, s'y engage, le Québec, après sa Politique culturelle de 1992 centrée sur la production culturelle, renvoie constamment le patrimoine en file d'attente.

Bien sûr, les gouvernements québécois continuent d'effectuer des gestes significatifs: programme pour le patrimoine religieux; proposition de protection du mont Royal; rétablissement d'une Direction du patrimoine au ministère de la Culture; lois reconnaissant d'anciennes races bovines ou protégeant les paysages naturels humanisés.

Ces actions ponctuelles ne remplacent pas une politique nationale qui affirme l'engagement gouvernemental d'assumer son rôle constitutionnel de protecteur du patrimoine lors de ses activités et d'appuyer l'engagement de citoyens, d'associations, de propriétaires ou d'acteurs publics ou privés qui participent à cette œuvre contre l'indifférence et l'oubli.

Après moult réflexions et consultations dont la dernière par le groupe Arpin en 1999-2000, donna plusieurs propositions intéressantes, on attend en 2003 une proposition concrète de politique du patrimoine pour tout le Québec.

Sans accentuer l'antagonisme entre Montréal et les régions qui naît d'une indigence que tous vivent, elle devra jeter les bases d'une action cohérente et consé-

quente de l'État et des organismes qui en dépendent comme les municipalités et les sociétés d'État, en matière de connaissance, reconnaissance, protection et valorisation de ce patrimoine bâti, paysager, historique ou culturel.

La vision métropolitaine?

En juin 2001, le gouvernement adoptait un cadre d'aménagement pour le territoire métropolitain et des orientations gouvernementales dont celle de «protéger et mettre en valeur le patrimoine naturel, historique et architectural, et les paysages». Outre le transport et les poubelles, ce document traite de protection du mont Royal et des montréalaises, d'amélioration du patrimoine urbain ou de l'accès à l'eau, de reconnaissance du centre et de la culture.

Il s'inscrit dans une démarche

constante à laquelle les gouvernements successifs et nos organismes ont contribué pour doter la Métropole d'une vision plus cohérente qui valorise ce territoire et ses qualités au lieu de les gaspiller par indifférence ou par intérêt particulier.

En 2003, cet outil moderne reste nécessaire pour éviter que des projets ne dénaturent pour toujours le territoire et sa mémoire. Par leur mission, par leur architecture et par leur respect de processus publics, les interventions gouvernementales ou privées doivent soutenir la personnalité de cette métropole et le sentiment d'appartenance.

Alors que l'assemblage actuel rend peut-être plus évidente une perspective métropolitaine aux yeux de la société civile qu'à ceux des structures qui l'administrent par morceaux, le gouvernement devra encourager l'émergence d'une telle vision et se donner un devoir de cohérence dans ses projets et programmes, au cœur comme en périphérie de la Métropole.

L'avenir du patrimoine montréalais?

Montréal a un patrimoine unique au Québec et en Amérique par sa densité, sa diversité et sa quantité. L'aventure montréalaise lie le Vieux Montréal au port, au canal de Lachine, au boulevard Saint-Laurent, aux villas du Square Mile, aux carrières du Mile End, à Place Ville-Marie, aux villages d'ici comme aux grandes villes américaines. Le sol, l'architecture, la chanson ou les épitaphes portent les traces des gens et des temps. Dans cette métropole plurielle, édifices, parcs, toponymes, machines, monuments, archives, chansons ou traditions sont rarement privés de sens et isolés.

Vivant une problématique unique au Québec, ce trésor historique et culturel est mal connu et vulnérable. L'éclatement des res-



Le boulevard Saint-Laurent, à Montréal.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine : Gerald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (étoile), Marie-Andrée Chouinard (éducation), Paule des Rivières (éditorialiste), Jean Dion, Louis-Gilles Francœur (environnement), Benoit Munger (responsable du site Internet), Josée Boileau, Julie Carpentier (sports), Brian Myles (justice et faits divers), Isabelle Paré (santé), Pauline Gravel (science), Michel Garneau (caricaturiste), Diane Précourt (pages éditoriales, responsable des pages thématiques), Martin Ducloux et Christine Dumazet (rédacteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle : Michel Bélair (responsable), Jean-Pierre Loguait, Stéphane Baillargeon (théâtre), Paul Cauchon (média), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma), Bernard Lamarque (arts visuels); à l'information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Reny, Éric Desrosiers, Valérie Dufour, Claude Turcotte; à l'information internationale : Claude Lévesque, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Corneille (correspondantes parlementaires à Ottawa), Tommy Chouinard et Robert Dutilleul (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Louise-Maude Rioux Soucy, Geneviève Otis-Dionne (commis); La documentation : Gilles Paré (directeur); Manon Derome, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa); LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING : Jacqueline Avril, Jean de Billy, Gyslaine Côté, Marlène Côté, Annie Duguay, Martin Fournier, Christiane Legault, Amélie Maltas, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Micheline Ruelland, Laurence Thériault (directrice adjointe), Manon Blanchette, Sylvie Luberte, Martine Bérubé (secrétaire); LA PRODUCTION Daniel Bazinet (responsable de la production), Claudine Bédard, Michel Bernatchez, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Olivier Zuida. INFORMATIQUE, Yanick Martel (responsable); PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE : Linda Thériault (responsable service à la clientèle, distribution et tirage), Marie-Eve Santerre, (coordonnatrice à la promotion et à la sollicitation), Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc, Marie-France Dalcourt. L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Germain Haecq (contrôleur), Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Chantal Rochon, Danielle Ross. LA FONDATION DU DEVOIR Roger Boisvert (vice-président exécutif et directeur général).

